



**PRÉFET
DE LA REGION
NORMANDIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Décision relative à la réalisation d'une évaluation environnementale prise en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, après examen au cas par cas du projet de création d'un forage agricole sur la commune de Léaupartie (Calvados)

**LE PRÉFET DE LA RÉGION NORMANDIE,
PRÉFET DE LA SEINE MARITIME
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2, R. 122-3 et R. 122-6 ;
- vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017 modifié fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » ;
- vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de Monsieur Jean-Benoît ALBERTINI en qualité de préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- vu l'arrêté préfectoral n° SGAR/25-089 du 02 octobre 2025 portant délégation de signature à Madame Claire GRISEZ, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie ;
- vu la décision en vigueur portant subdélégation de signature à Madame Sandrine PIVARD, directrice régionale adjointe de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie ;
- vu la demande d'examen au cas par cas n° 2026-16570, déposée par Madame Julia SEGALOT, représentant l'exploitation NORMANDY CONNECTION, relative au projet de création d'un forage destiné aux besoins en eau d'un élevage équin sur la commune de Léaupartie dans le département du Calvados, reçue complète le 09 avril 2026 ;
- vu la contribution de l'agence régionale de santé de Normandie en date du 5 mai 2026 ;
- vu la contribution de la direction départementale des territoires et de la mer du Calvados en date du 30 avril 2026 ;

Considérant la nature du projet qui consiste à réaliser un forage d'environ 100 mètres de profondeur destiné aux besoins en eau d'un élevage de 20 chevaux, sur la commune de Léaupartie (14), pour un volume maximal annuel prélevé de 800 m³ ;

Considérant que le projet relève de la rubrique n° 27 a) du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement qui concerne les « forages en profondeur, notamment les forages géothermiques, les forages pour l'approvisionnement en eau... », qui soumet à un examen au cas par cas les « forages pour l'approvisionnement en eau d'une profondeur supérieure ou égale à 50 mètres » afin de déterminer si la réalisation d'une évaluation environnementale est nécessaire ;

Considérant la localisation du projet :

- au 890, route de Bonnebosq sur la commune de Léaupartie dans le département du Calvados ;
- en zone agricole au plan local d'urbanisme (PLU) ;

- en dehors de tout site Natura 2000, le site le plus proche, la zone spéciale de conservation (ZSC) « *Anciennes carrières de Beaufour-Druval* » (FR2502005) étant localisée à environ 3,30 kilomètres ;
- dans l'emprise de la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (Znieff) de type II « *le marais de la Dives et ses affluents* » et à environ 94 mètres de la Znieff de type I « *la Dorette et ses affluents* » ;
- hors zone inondable, la zone d'aléa la plus proche étant localisée à environ 100 mètres (zone d'expansion du cours d'eau) ;
- en dehors de toute zone couverte par un arrêté de protection de biotope (APB) ;
- dans un secteur prédisposée à la présence de zones humides ;
- en zone de remontée de nappe située entre 0 et un mètre de profondeur ;
- en dehors de tout périmètre de protection rapprochée ou éloignée de captage d'adduction d'eau potable destinée à la consommation humaine ;
- en dehors de tout périmètre de site classé ou inscrit ;

Considérant que le projet prévoit :

- un forage en diamètre 165 mm, équipé d'un tubage de qualité alimentaire de diamètre 113/125 mm sur une profondeur estimative de 100 mètres ;
- une occultation par cuvelage et cimentation des 20 premiers mètres ;
- une cimentation par injection d'un laitier de ciment, sur joint étanche à l'orégonite situé dans l'espace annulaire entre le tubage et le terrain naturel
- une margelle bétonnée de 3 m² autour de la tête de forage ;
- un compteur volumétrique et un clapet anti-retour ;
- une tête d'ouvrage de 50 centimètres au dessus-du sol ;
- un rebouchage du forage si les débits s'avèrent insuffisants pour couvrir les besoins en eau de l'élevage équin ;

Considérant que la nappe visée est la masse d'eau souterraine de la « *Craie et marnes du Lieuvain-Ouche-Pays d'Auge bassin versant de la Touques* » (FRHG13) ; que le prélèvement est réalisé dans une zone de répartition des eaux (ZRE) mais que l'impact du prélèvement sur le bon état quantitatif des eaux superficielles (Bequesu) et sur le bon état quantitatif des eaux souterraines (Bequeso), cumulé aux prélèvements existants, est inférieur à 10 % ;

Considérant que les consommations d'eau seront les mêmes que celles réalisées initialement sur le réseau d'eau potable ;

Considérant que le pétitionnaire s'engage à respecter les distances minimales, fixées par l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 ; que la création d'une dalle de béton scellée en aplomb du forage et l'injection de ciment permettent de réduire le risque de contamination de la ressource ;

Considérant que le prélèvement d'eau est soumis aux restrictions pouvant être signifiées par arrêté en cas de crise hydrique affectant ces ressources en eau ; que la réalisation du forage viendra en complément des mesures d'économie d'eau déjà mise en place, notamment la récupération des eaux de toiture permettant l'arrosage ponctuel de la carrière ;

Considérant ainsi qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis et des considérations mises en avant par le pétitionnaire pour la réalisation de son projet, celui-ci n'apparaît pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et la santé humaine ;

DÉCIDE

Article 1^{er}

Le projet de réalisation d'un forage d'environ 100 mètres de profondeur destiné à l'abreuvement de 20 chevaux sur la commune de Léaupartie (Calvados) **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations et des procédures administratives auxquelles le projet peut être soumis.

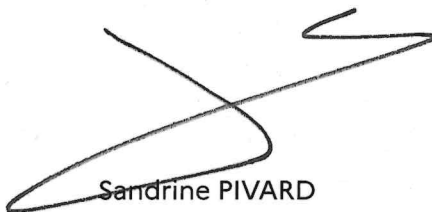
Une nouvelle demande d'examen au cas par cas serait exigible si les éléments de contexte ou les caractéristiques du projet présentés dans la demande examinée venaient à évoluer de manière significative.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le portail de l'évaluation environnementale : <https://evaluation-environnementale.ecologie.gouv.fr>

Fait à Rouen, le **01 JUIN 2026**

Pour le préfet de la région Normandie et par délégations,
la directrice régionale adjointe de l'environnement,
de l'aménagement et du logement,



Sandrine PIVARD

Voies et délais de recours

Les recours gracieux, hiérarchique ou contentieux sont formés dans les conditions du droit commun. Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, un recours administratif préalable est obligatoire. Il peut être gracieux ou hiérarchique et doit être formé dans un délai de deux mois suivant la mise en ligne de la présente décision. Un tel recours suspend le délai du recours contentieux

Le recours gracieux doit être adressé à :

Monsieur le préfet de la région Normandie
Secrétariat général pour les affaires régionales
7 place de la Madeleine
CS16036
76 036 ROUEN CEDEX

Le recours hiérarchique doit être adressé à :

Madame la ministre de la Transition écologique
Ministère de la Transition écologique
Hôtel de Roquelaure
246 boulevard Saint-Germain
75 007 PARIS

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique. Il doit être adressé au :

Tribunal administratif de Rouen
53 avenue Gustave Flaubert
76 000 ROUEN

Ce dernier peut être également saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site : www.telerecours.fr